

Discours d'ouverture de M. Jacques Chirac, Président de la République, prononcé par le Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, M. Laurent Fabius, sur l'aide internationale au Burundi, Paris, 11 décembre 2000.

Messieurs les Présidents,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,
Mesdames et Messieurs,

Au moment d'ouvrir notre réunion, je tiens tout d'abord à féliciter mon ami, le président Nelson Mandela, d'avoir pris, en qualité de médiateur international, l'initiative de convoquer la Conférence des donateurs consacrée au Burundi. La France se réjouit d'accueillir, à Paris, cette réunion. Je voudrais aussi saluer le président Buyoya qui, en homme de dialogue, aspire à offrir à son pays les conditions d'un nouvel élan. Je tiens à remercier la Banque mondiale et le PNUD d'avoir accepté d'assurer la coprésidence de vos travaux, ainsi que tous les pays donateurs qui s'investissent dans ce grand projet de la reconstruction au Burundi. J'adresse enfin mes sentiments de cordiale bienvenue à tous ceux qui sont réunis ici ce matin.

Lorsqu'en mai dernier, le Président Mandela m'a appelé pour proposer que se tienne à Paris, le moment venu, une conférence des bailleurs de fonds sur le Burundi, j'ai immédiatement marqué l'entière disponibilité de mon pays. La France s'est en effet efforcée d'accompagner, de longue date, les progrès du processus de paix. Depuis plus de deux années, dans un environnement régional très instable, une difficile politique de réconciliation nationale a été engagée entre des hommes et des femmes qui forment ensemble, une seule et même nation. En un siècle qui aura connu tant de haines et de divisions à travers la planète, comment ne pas adhérer à une approche qui veut offrir à tous les Burundais un avenir commun ?

Le premier, mon pays a repris progressivement sa coopération, dite structurelle, avec le Burundi. Il n'a d'ailleurs pas ménagé ses efforts pour convaincre ses partenaires de l'Union européenne et les autres pays donateurs, de s'engager sur la même voie. Au-delà de l'aide d'urgence, il fallait mobiliser les véritables moyens d'alléger les souffrances de la population. Il convenait également de préserver les structures économiques et administratives burundaises d'un complet effondrement, qui aurait compliqué davantage la sortie de crise.

Cet effort de conviction a progressivement porté ses fruits. A son tour, la communauté des bailleurs de fonds a élargi son champ d'action au Burundi. Les réunions d'Ottawa en août 1998, New York en janvier 1999, Vienne en septembre 1999 et Bruxelles le 15 septembre dernier, ont jalonné la prise de conscience de cette nécessaire inflexion. Le nouveau contexte, créé par l'accord d'Arusha du 28 août 2000, a rendu caduc le "consensus de New York" qui proposait de cantonner l'aide internationale au Burundi à une assistance aux communautés de base. C'est donc ici, à Paris, qu'il sera révisé car c'est bien d'une reprise de l'aide structurelle dont le Burundi a besoin d'une manière criante aujourd'hui.

Vous avez vous-même, Monsieur le Président Mandela, appelé les donateurs à panser les plaies du Burundi et à utiliser, pour se faire, toute la panoplie des instruments de coopération à leur disposition. Vous y voyez un levier d'action qui permettra de consolider l'Accord d'Arusha et d'emporter la conviction de ceux qui sont encore réservés. J'adhère pleinement à votre approche.

Soyons bien clairs : les donateurs ne peuvent évidemment pas se substituer aux Burundais pour faire vivre l'accord, mais ils peuvent et doivent aider à la mise en place des structures institutionnelles et économiques élaborées par l'accord d'Arusha. Ils doivent apporter l'espoir à des populations victimes de luttes intestines alors qu'elles n'aspirent qu'à la paix. Les besoins sont immenses, à la mesure des attentes des Burundais qui souhaitent maintenant travailler au développement de leur pays sans peur du lendemain, dans des domaines aussi variés que l'éducation, la santé, le logement ou les transports.

Des orientations économiques ont été arrêtées par consensus, par les Burundais eux-mêmes, au sein de la Commission IV d'Arusha. Ces dispositions, complétées par le plan de reconstruction présenté par le gouvernement burundais, délimitent un cadre de référence qui ouvre la voie au réengagement des donateurs.

D'importantes avancées ont également été enregistrées au plan politique le mois passé. Les dernières réunions d'Arusha ont permis d'améliorer notablement le texte de l'accord. Celui-ci vient d'être dûment ratifié par l'Assemblée nationale de transition. La Commission de suivi de l'application de l'accord, présidée par le représentant du Secrétaire général, l'ambassadeur Dinka, a également pu être constituée. Ainsi, peu à peu, l'accord fondateur de la paix commence-t-il à prendre effet.

D'ailleurs, la présence dans cette enceinte d'une seule délégation burundaise, que je salue, porte témoignage de la volonté des responsables politiques burundais, toutes tendances confondues, de contribuer à la reconstruction de leur pays sur la base d'une réconciliation nationale sincère et durable.

Cette manifestation d'unité ne doit pas être celle d'un jour, elle doit s'imposer désormais à chaque instant. J'exhorte donc les dirigeants burundais, ici présents, à dépasser méfiances et rivalités. Ils doivent maintenant parachever le travail d'Arusha en s'accordant sans plus tarder sur la composition de l'équipe chargée de conduire le pays durant la phase de transition et mener celle-ci sans esprit de revanche ni arrière-pensées. La crédibilité de cette équipe de transition dépendra de la capacité de tous les Burundais à constituer, dans l'intérêt de leur pays, un gouvernement de rassemblement et non de combat. L'ennemi n'est pas le voisin, une autre ethnie, une autre région ou une autre religion et l'ennemi à terrasser, c'est la violence et l'intolérance sur fond de repli communautaire. Les peurs que certains s'ingénient à attiser pour justifier des actions politiques ou militaires préjudiciables à l'ensemble de la Nation, sont inacceptables.

Certes, la paix n'est pas là et l'insécurité demeure. Des groupes armés persistent jusqu'à présent à ignorer le changement majeur intervenu en août dernier. Leur intransigeance les isole et leurs exactions les déshonorent. Les pays de la région ont manifesté à Kampala leur impatience. Il est grand temps que ces groupes usent d'un autre langage que celui des armes. Aussi, je voudrais ici lancer un appel pressant et solennel à toutes les parties qui hésitent encore à entrer dans le processus de la paix, pour les appeler à la raison et qu'elles acceptent de conclure, dans les meilleurs délais, cet accord de cessez-le-feu que le peuple burundais, soutenu par toute la communauté internationale, appelle de ses vœux.

Les donateurs ne se laisseront pas intimider par la violence. Ils ne tolèrent pas que six millions de Burundais soient pris en otage par ceux qui sont incapables de dépasser leurs intérêts partisans. Tous les contributeurs au redressement du Burundi, ici rassemblés, apportent un témoignage de solidarité à ceux qui aspirent à la paix.

La communauté internationale est décidée à faire la preuve de son engagement en faveur du redressement du Burundi, en ouvrant des perspectives à la population et aux responsables politiques. Elle souhaite apporter un ballon d'oxygène économique et financier à un pays trop longtemps asphyxié. Déjà, des financements ont été prévus par l'Union européenne à travers les mécanismes du Fonds européen de développement (FED) et ceux du STABEX. De son côté, la Banque mondiale a prévu des décaissements sur divers projets et crédits d'urgence. La France, au cours de la conférence, annoncera également une participation significative en faveur du Burundi. D'autres moyens doivent suivre pour soutenir la reconstruction de ce pays au cœur de

l'Afrique.

Même si les conditions de sécurité et les capacités d'absorption de l'aide doivent être prises en compte, la conférence s'attachera à fixer un calendrier précis pour les versements de l'aide internationale et la remise en bon ordre de l'économie burundaise. A terme, le Burundi doit, comme certains de ses voisins, pouvoir bénéficier des remises de dette prévues par l'initiative dite PPTE.

Cette conférence constitue donc une nouvelle étape vers la sortie de crise pour le Burundi.

Cependant, le succès de cette réunion demeure fondamentalement entre les mains des Burundais. Seul le bon déroulement de la phase de transition permettra d'accélérer les déboursements et de favoriser la montée en puissance de l'aide internationale.

J'invite donc tous les participants, Burundais et donateurs, à faire ensemble la preuve qu'il est possible de conjuguer le réalisme dans la mise en oeuvre des projets de développement et le volontarisme dans nos contributions à la paix et à la prospérité du Burundi.

Qu'il me soit permis, au moment où vont s'ouvrir vos travaux, de formuler un vœu : que le Burundi renoue avec la paix, la stabilité et le développement pour offrir à tous ses enfants l'avenir auquel ils aspirent depuis si longtemps. Je vous remercie et déclare ouverte la Conférence des Donateurs sur le Burundi. Je passe la parole et la présidence à mon ami Nelson Mandela.

(source <http://www.diplomatie.gouv.fr>, le 12 décembre 2000)